



ARCHIVED - Archiving Content

Archived Content

Information identified as archived is provided for reference, research or recordkeeping purposes. It is not subject to the Government of Canada Web Standards and has not been altered or updated since it was archived. Please contact us to request a format other than those available.

ARCHIVÉE - Contenu archivé

Contenu archivé

L'information dont il est indiqué qu'elle est archivée est fournie à des fins de référence, de recherche ou de tenue de documents. Elle n'est pas assujettie aux normes Web du gouvernement du Canada et elle n'a pas été modifiée ou mise à jour depuis son archivage. Pour obtenir cette information dans un autre format, veuillez communiquer avec nous.

This document is archival in nature and is intended for those who wish to consult archival documents made available from the collection of Public Safety Canada.

Some of these documents are available in only one official language. Translation, to be provided by Public Safety Canada, is available upon request.

Le présent document a une valeur archivistique et fait partie des documents d'archives rendus disponibles par Sécurité publique Canada à ceux qui souhaitent consulter ces documents issus de sa collection.

Certains de ces documents ne sont disponibles que dans une langue officielle. Sécurité publique Canada fournira une traduction sur demande.

Prévenir les gangs avec une approche globale et intégrée : le rôle crucial des agents de liaison

Sylvie Hamel, Ph.D.

Professeure

Département de psychoéducation

Université du Québec à Trois-Rivières

Marie-Marthe Cousineau, Ph.D.

Professeure

École de criminologie

Université de Montréal

Martine Vézina, M.Sc.

Professionnelle de recherche

Institut de recherche pour le développement social des jeunes

ABSTRACT

In the spring of 2000, recognizing that traditional approaches to dealing with street gangs were largely ineffective, the *Jeunesse et gangs de rue* project began working on alternative solutions incorporating the principles of community social development. With funding from the Department of Justice and the Department of the Solicitor General of Canada under the National Strategy on Community Safety and Crime Prevention, this initiative was conducted in collaboration with three City of Montreal areas, which served as pilot sites. The research team responsible for the initiative joined forces with action committees already in place in these areas, which brought together representatives from various fields of intervention. The team opted for an action research strategy and a participatory approach, which, among other things, would facilitate evaluating the process related to the various actions undertaken. It further established linkages with liaison

officers whose role proved to be essential not only to the functioning and consolidation of the multisectoral action networks, but also to ensuring the sustainability and influence they enjoy today.

RÉSUMÉ

Devant l'insuccès des moyens traditionnellement utilisés pour faire face aux gangs de rue, le projet *Jeunesse et gangs de rue* amorce, au printemps 2000, la création de solutions de rechange s'appuyant sur les principes du développement social communautaire. Avec l'appui financier des ministères de la Justice et du Solliciteur général du Canada dans le cadre de la Stratégie nationale sur la sécurité communautaire et la prévention du crime, cette construction se fait aussi avec la collaboration de trois localités de la région montréalaise qui font office de sites pilotes. L'équipe de recherche à l'origine du projet se lie à des comités d'action déjà en place dans ces milieux, regroupant chacun des représentants de divers champs d'intervention. Elle opte pour une stratégie de recherche-action et une approche participative dans l'intérêt notamment d'évaluer les processus se rattachant aux opérations qu'elle suscite. Dans cette foulée, l'équipe de recherche se lie à des agents de liaison dont le rôle s'avère indispensable non seulement au fonctionnement et à la consolidation des réseaux d'action multisectorielle, mais aussi à leur pérennité et au rayonnement qu'ils connaissent aujourd'hui.

État de situation à Montréal

L'*Enquête policière canadienne sur les gangs de jeunes* réalisée en 2002 révèle que, sur l'ensemble du territoire canadien, sept provinces reconnaissent avoir un problème de gangs (Chettleburgh, 2002). Le Québec fait partie de ces provinces et Montréal est l'une des villes les plus affectées. Cette enquête révèle également que le Canada compte 434 gangs de jeunes sur son territoire, de même que 7 000 membres de gangs. Plus récemment, le Service canadien de renseignements criminels (2006) estimait la présence de 300 gangs de rue à travers le pays comptant environ 11 000 membres.

Plus précisément, la Division du renseignement du Service de police de la ville de Montréal (SPVM) évalue la présence d'une vingtaine de gangs majeurs (groupes bien établis avec des activités criminelles organisées) et encore davantage de gangs émergents (nouveaux regroupements violents qui tentent de s'imposer) sur l'ensemble de son territoire (SPVM, 2005). Le SPVM estime aussi que, depuis 1989, sept homicides par année sont attribuables aux gangs

sans compter que, depuis 2002, 397 tentatives de meurtre ont également été reliées à ces groupes (Barbeau, 2005).

Ces chiffres doivent cependant être interprétés avec prudence (Petersen, 2004 ; Soullière, 1998) puisqu'ils tentent de cerner un phénomène changeant auquel est attribué des définitions différentes. En effet, aucune définition du phénomène ne fait encore consensus et celles qui ont été formulées ont évolué avec le temps (Ball & Curry, 1995 ; Covey, Menard, & Franzese, 1997 ; Curry & Decker, 2003 ; Decker & Van Winkle, 1996 ; Esbensen, Winfree, He, & Taylor, 2001 ; Sheldon, Tracy, & Brown, 2001). On convient néanmoins que le phénomène englobe une diversité de groupes qui ne s'adonnent pas tous à la violence et à la criminalité avec la même intensité (Hébert, Hamel, & Savoie, 1997). Au premier pôle du continuum se situent les groupes de jeunes qui tendent à imiter les gangs tandis qu'à l'autre extrémité se placent les organisations criminelles résolument tournées vers la violence et la criminalité. Entre ces deux limites, se trouvent une quantité de groupes, dont les gangs de rue. Ceux-ci renvoient à la notion de gangstérisme, évoquant la présence d'un phénomène organisé et criminalisé, qui entraîne, du même coup, une réaction sociale fortement antagoniste.

Jeunesse et gangs de rue

Le Service de police de la ville de Montréal initia en 1996 le projet *Jeunesse et gangs de rue*. Il souhaitait ainsi faire le point sur la question des gangs de rue et que de nouvelles solutions soient expérimentées, constatant que les moyens mis en œuvre, soit la répression appliquée de manière unilatérale, ne donnait aucun résultat. Ce projet fut placé sous la responsabilité conjointe de l'Institut de recherche pour le développement social des jeunes et du Centre jeunesse de Montréal – Institut universitaire. Pour ce faire, trois sources d'information différentes ont été considérées, soit les écrits, des jeunes ayant fait l'expérience des gangs ainsi que des informateurs clés. Au terme de ses travaux, l'équipe de recherche arriva à deux conclusions importantes :

1. Au-delà de la violence et de la criminalité qu'il génère, le phénomène des gangs est lié à un autre problème tout aussi important : celui voulant que des jeunes découvrent dans les gangs le moyen de combler leurs besoins les plus fondamentaux (protection, appartenance, reconnaissance et valorisation), besoins qu'ils ne trouvent à combler nulle part ailleurs dans leur environnement (famille, école et communauté).
2. En conséquence, la prévention des gangs demande que des conditions soient mises en place pour que « les jeunes s'attachent et s'intègrent

à leur communauté comme ils s'attachent et s'intègrent aux gangs » (Hamel, Cousineau, Vézina, & Léveillé, 2006, p. 7).

C'est pourquoi l'équipe de recherche préconisa le développement d'une approche communautaire, globale et intégrée.

Les approches communautaires ... puis globales et intégrées

Les premiers projets de type communautaire visant à faire face aux gangs remontent aux années 1930, notamment dans la région Chicago, avec le *Chicago Area Project* qui accordait un pouvoir social et politique à des communautés locales pour l'amélioration des quartiers. Klein (1995) explique que l'action de ce programme était guidée par les principes suivants :

- la délinquance vient de l'effet du groupe plutôt que de l'individu ;
- les structures de la communauté doivent surtout être mises en cause ; et
- le développement et l'organisation communautaire, donnant aux résidents le pouvoir d'identifier leurs problèmes et de déterminer leurs solutions, peuvent contribuer à sa réduction.

En l'absence de résultats d'évaluation, Klein (1995) estime qu'il est tout à fait probable que ce programme ait contribué à faire diminuer le taux de délinquance dans ces quartiers. Une retombée non négligeable de ce programme est aussi d'avoir favorisé le développement de plusieurs services dans la communauté et de donner la preuve que des résidents de quartiers peuvent s'organiser pour affronter le problème des gangs. Ainsi, Klein (1995) estime que ces approches sont valables parce que les gangs ne représentent, selon lui, que le produit d'une communauté qui entraîne l'inadaptation. Si les structures de cette communauté ne sont pas modifiées, les gangs persisteront, peu importe les transformations des valeurs, la répression ou les autres efforts pouvant être consentis.

D'autres soulignent par contre que la mobilisation des citoyens comporte ses limites. Par exemple, plusieurs groupes de citoyens et de parents se sont soulevés déjà pour se protéger et pour défendre leur communauté. Mais ces opérations de surveillance se sont avérées périlleuses dans certains cas, pour des résidents devenus ainsi délateurs (Spergel, 1995). Il est très difficile pour ces gens de maintenir leurs efforts pour faire face à un tel problème. Bien souvent leurs projets dévient de leur trajectoire avec le temps, pour s'adresser finalement à des problématiques moins menaçantes touchant la

communauté en général (loisirs, tutorat, aide sociale). Plus tard, ceux qu'on appelle les *detached workers* se sont aussi rebutés à quelques difficultés. Ces intervenants ont quitté leur bureau et sont descendu dans la rue dans le but de se rapprocher des jeunes (Howell, 1996). Quelques-uns seulement ont réussi à s'intégrer convenablement à la communauté. Les autres ont semé plus souvent le doute autour d'eux ; des gangs ont vu dans leur approche, une stratégie d'infiltration et de démantèlement. Craignant pour leur survie et pour leur image, certains groupes se sont en conséquence endurcis. Des stratégies de médiation ont également été critiquées. Ces rencontres de trêves (rencontres entre leaders de gangs) organisées notamment dans des quartiers chauds de la ville de Philadelphie ont été considérées comme des activités pouvant légitimer le leadership des chefs, contribuer à exagérer les rivalités et à répandre les rumeurs de conflits entre les gangs (Klein, 1995).

Ceci montre évidemment que la prévention du phénomène des gangs par une approche communautaire demande une solide organisation. De plus, parmi tous les projets qui prétendent adopter une telle approche, il est souvent difficile de dire quel statut est accordé à la communauté (Hastings, 1998). Est-elle une cible de l'intervention en soi ou plutôt un outil servant à atteindre d'autres cibles, dont les gangs et les jeunes qui en font partie ? Ainsi, bien des projets s'inscrivant dans ce créneau, ayant été mal définis et mal planifiés au départ, n'ont pas donné lieu à des résultats probants.

Mais plus tard, viendront d'autres projets axés sur une meilleure organisation entre les intervenants. Ceci est le cas notamment que du *Crisis Intervention Network* (CIN) développé dans le milieu des années 1970 à Philadelphie (Spergel & Grossman, 1998). Des travailleurs de rue contribuaient alors à la surveillance des gangs en avertissant les policiers dans les cas de situations d'urgence. De manière plus globale, ce projet aurait donné lieu à d'autres formes de collaborations, impliquant notamment des intervenants œuvrant dans le milieu scolaire, des agents de probation ainsi que de petites organisations locales indépendantes. Cette nouvelle dimension, la coopération et la collaboration entre acteurs provenant de différents secteurs d'intervention, attire d'ailleurs l'attention des experts. Spergel pour sa part choisira de s'en inspirer pour conduire un projet appelé *Little Village Gang Violence Reduction Project* (1987-1991) qui s'inscrit également dans la suite d'une vaste opération nationale visant à expérimenter une approche, globale et intégrée, dans 10 villes américaines (Spergel & Grossman, 1998).

Plus précisément, Spergel (1995) fait la promotion d'une approche dont les composantes sont :

1. la mobilisation communautaire ;
2. l'accès aux opportunités ;
3. l'intervention sociale ;
4. la répression ; et
5. le changement et le développement organisationnel.

Pour ce faire, des intervenants (représentants des forces de l'ordre, agents de probation, intervenants sociaux œuvrant dans les milieux communautaires et scolaires) doivent d'abord s'entendre par consensus sur le choix de certaines cibles (certains jeunes, certains gangs ou certains contextes en particulier). Puis ils doivent développer des liens de confiance et d'interdépendance pour que les stratégies qu'ils mettront en opération, soient bien organisées et intégrées, s'adressant à un problème dont ils connaissent bien la nature sur un territoire local et circonscrit.

Les chercheurs ayant accompagné la démarche d'implantation de ce modèle d'action observent plusieurs choses intéressantes. Ils constatent notamment que des liens novateurs se sont développés entre les policiers et les intervenants communautaires, des travailleurs de rue dont la plupart avaient grandi dans ou près de l'univers des gangs. Ces acteurs très différents, étaient tous préoccupés par la violence des jeunes et souhaitaient contribuer à sa diminution. Dans cette foulée, les officiers de police ont développé une meilleure approche avec les jeunes membres de gangs et dans certains cas les travailleurs de rue les ont même guidés afin d'éviter qu'ils n'arrêtent les mauvaises personnes. De leur côté, les travailleurs de rue ont réussi à garder le respect des jeunes, tout en poursuivant leur travail de référence et d'accompagnement mais en ayant des liens plus étroits avec les institutions légales (Spergel & Grossman, 1998). Par contre, il aurait été plus difficile de créer des alliances avec la communauté elle-même. Un comité conseil formé de citoyens et de divers représentants du milieu se serait rapidement dissolu (Spergel, Wa, & Sosa, 2006). Apparemment, ses membres n'ont pas tous adhéré pleinement au principe d'une coordination entre les services, sans compter que de nombreux antagonismes entre groupes locaux, agences sociales, représentants de l'église et du système de justice ont eu pour effet d'embrouiller la communication entre ces diverses instances.

En contrepartie, les résultats d'une recherche évaluative indépendante font ressortir une certaine réduction de la criminalité des gangs. Les jeunes les plus concernés sont ceux qui particulièrement présentent de lourdes histoires

accompagnées de nombreuses arrestations pour crimes violents (durant la période ayant précédé le programme). Il s'agit de jeunes ayant plus de 19 ans qui avec le temps, soit durant les trois premières années de mesure du programme, ont été moins souvent arrêtés (Spergel & Grossman, 1998). Toutefois, un processus inverse s'observe chez les plus jeunes qui pour leur part n'ont pas été souvent arrêtés avant que le programme ne soit implanté, mais l'ont été plus souvent durant le déroulement du programme (Spergel, Wa, & Sosa, 2006). Cependant, le taux d'arrestations reliés à des actes de violence graves ou encore au commerce de la drogue aurait diminué de façon significative chez toutes les catégories de jeunes. Mais cette tendance n'aurait été maintenue que pendant les trois premières années de ce projet qui s'étala sur cinq ans. Il fut démontré que cette réussite du programme dépend directement du degré de coordination et d'interpénétration des diverses stratégies déployées notamment par les agents de services sociaux, les policiers, les agents de probation et les travailleurs de rue. Et cette cohésion dépendrait pour sa part des efforts soutenus d'un comité d'orientation et de développement. Après tant d'efforts, les auteurs estiment qu'encore trop peu d'attention n'a été consacrée au défi des relations inter-organisationnelles.

Le premier objectif des approches globales et intégrées consiste donc à augmenter le potentiel des services et des stratégies qui sont déjà en place, en les unissant et en développant des procédés plus systématiques. Pour ce faire, ces approches doivent s'appuyer sur une bonne connaissance des milieux, de leurs besoins et de leurs ressources, une bonne communication entre les organisations, une coordination des programmes qui déjà sont en cours, le développement de nouveaux programmes servant à couvrir l'ensemble d'un continuum de l'intervention (prévention, intervention, répression, réinsertion) pouvant viser à la fois des populations générales, des populations de jeunes à risque, puis des populations indiquées, constituées de jeunes criminalisés (Coolbaugh & Hansel, 2000). Ces approches, mieux définies et mieux organisées que les premières initiatives communautaires, induisent cependant d'autres difficultés, reliées particulièrement à l'implantation de programmes, de structures et de mécanismes au sein d'environnements complexes. Les travaux de Spergel, Wa et Sosa (2006) montrent en effet qu'elles sont d'une grande complexité à planter et qu'elles sont bien difficiles à pérenniser.

Le développement social communautaire

Dans le cadre du projet *Jeunesse et gangs de rue*, l'équipe de recherche a choisi une approche qui répond à la définition du « développement social communautaire ». Cette stratégie n'est pas centrée sur les situations et les

faits criminels, mais sur les causes et sur l'amélioration du tissu social comme moyen de freiner la propagation de gangs et de la délinquance qu'ils génèrent. Dans cette perspective préventive, les jeunes formant une population indiquée (les membres des noyaux durs les plus violents et les plus criminalisés) ne sont pas nécessairement visés en priorité. Cette approche veut aussi toucher des populations à risque ainsi que d'autres jeunes de la population générale, ou encore la communauté en soi (ses dynamiques, son fonctionnement et sa structure).

En fait, un principe important veut que le développement social s'appuie sur la population elle-même. Non seulement il contribue à son épanouissement, mais il le fait par l'activation de son propre potentiel. Plus précisément, Chavis (2000) définit le développement social communautaire comme un processus de coopération volontaire, d'entraide et de construction de liens sociaux entre les résidents et les institutions d'un milieu local, visant l'amélioration des conditions de vie tant individuelles que collectives, sur les plans physique, social et économique.

Dans les faits, l'équipe de recherche visait à faire alliance avec des communautés locales dans l'intérêt qu'elles deviennent plus attrayantes et plus signifiantes afin que les jeunes y reconnaissent les opportunités qu'elles leur offrent de satisfaire leurs besoins d'apprendre, de se construire et de changer les choses. Dans un tel environnement, la délinquance aurait tendance à perdre de sa vitalité (Hawkins & Catalano, 1992). À cet effet, des groupes d'acteurs ont été approchés, chacun associé à l'une de trois localités de la région de Montréal et des environs faisant office de projets pilotes. Ces localités étaient Villeray-La Petite Patrie, Montréal-Nord et Vieux-Longueuil. Ces dernières ont été choisies en fonction de deux critères : d'abord parce qu'on les savait préoccupées, de différentes façons, par le phénomène des gangs, et aussi parce qu'elles étaient reconnues pour leur expérience de concertation. Ainsi, des groupes d'acteurs étaient appelés à unir leurs forces et leurs compétences au profit de leur communauté et des jeunes qui en font partie, autour d'une lecture renouvelée et partagée du phénomène des gangs et de l'élaboration de plans d'actions communs visant à y faire face. Dans cette foulée, ces groupes feraient en quelque sorte office de coalitions dans leur communauté respective. C'est-à-dire que ces groupes d'intérêt viendraient, par leur engagement et leur participation, mobiliser d'autres forces dans la communauté pour qu'en définitive des acteurs de tous les niveaux, intervenants, citoyens, des jeunes, des parents, et des décideurs, joignent leurs efforts et contribuent ensemble à alimenter la démarche.

Une évaluation de ce projet fut conduite entre 2000 et 2005, celle-ci ayant été attentive aux retombées du projet, mais encore davantage à ses processus dans l'intérêt de développer une compréhension profonde des mécanismes soutenant le développement des plans d'action par les communautés, de même qu'une conscience aiguisée des enjeux et des caractéristiques des milieux. Pour ce faire, l'équipe de recherche choisit de prendre une approche participative, qui par certains est considérée comme un moyen de remettre le pouvoir de la recherche aux mains des milieux chez qui la connaissance n'est ordinairement pas reconnue (Soghn, 1995).

Les premiers pas

Pour former des réseaux capables de faire face au phénomène des gangs, ce sont les tables de concertation jeunesse de chacun des quartiers visés qui ont été approchées en premier lieu. Ces regroupements rejoignent déjà une diversité d'acteurs susceptibles d'être préoccupés par la problématique. Puis avec ces tables, des assemblées de milieu ont été organisées donnant à tous l'opportunité de choisir de se joindre ou non à des comités d'action (un par localité) qui allaient élaborer des plans d'action. Ces comités n'ont donc pas été formés en fonction de critères précis, voulant par exemple que tous les secteurs d'intervention pertinents (sécurité, social, communautaire, scolaire, municipal) soient représentés dès le départ.

L'expérience de *Jeunesse et gangs de rue* montre d'ailleurs qu'il n'est pas réaliste de miser sur une représentativité exhaustive dès le début. La plupart des acteurs manquant à l'appel au commencement du projet se sont finalement joints aux réseaux d'action, au moment opportun, dans certains cas avec une contribution encore plus solide que ne l'aurait espéré le réseau de départ. En d'autres mots, l'équipe de recherche ne voulait pas forcer la participation des membres, et risquer de bloquer de cette façon le processus pouvant mener à la convergence. L'équipe de recherche savait aussi que l'arrivée d'un nouveau projet demandant la mobilisation d'un grand nombre d'acteurs peut constituer un enjeu majeur pour la concertation locale. S'il s'installe trop rapidement, en créant une nouvelle structure, il risque de ne pas pouvoir maintenir la mobilisation des acteurs qui se trouveront tiraillés par leurs multiples affiliations, ou encore il risque de vider les autres comités en place de leurs effectifs et de se mettre à dos une bonne partie de la communauté. C'est pourquoi, tout bien considéré, il apparaissait plus pertinent à l'équipe de recherche de se laisser guider par la communauté elle-même pour la constitution des réseaux.

Dans cette foulée, les membres de ces comités nouvellement formés ont décrété, malgré leur intérêt à se joindre à la démarche, qu'il leur était impossible de la prendre en charge sans que de nouvelles ressources ne leur soient attribuées. Ils ont donc demandé à recevoir une compensation financière pour le temps qu'ils allaient consacrer à se réunir et à s'organiser. Après discussion, il fut convenu plutôt d'embaucher des agents de liaison (un par localité). Ceux-ci devaient être issus des localités (comme résidents, intervenants ou bénévoles) et choisis par les membres des comités, puis rémunérés par l'équipe de recherche.

L'embauche des agents de liaison

Les agents de liaison sont donc tous issus de leur localité respective et choisis par leurs partenaires en raison de leur expérience de la concertation locale. Ils ne connaissent que très peu la problématique des gangs mais tous sont centrés sur la défense des intérêts de leur quartier. Maintenant que le projet est terminé, un de ces agents est encore en poste, œuvrant désormais pour des projets qui découlent directement de *Jeunesse et gangs de rue* et qui sont financés par la municipalité. Cette situation est un indicateur important de la pérennisation du projet dans cette localité, nommée localité B pour les besoins de cet article. Celle-ci lui demande d'occuper sensiblement les mêmes fonctions que l'équipe de recherche lui demandait à l'origine. Il s'agit d'assister les milieux en s'occupant de l'organisation de rencontres et de la coordination d'activités, et de s'adonner à toute autre fonction visant à faciliter la formation et la consolidation des réseaux. De plus, l'équipe de recherche leur attribuait le rôle d'intermédiaire pour qu'ils lui facilitent la communication avec les milieux.

En définitive, les résultats de l'analyse des processus montrent que la contribution des agents de liaison s'est avérée beaucoup plus significative que l'équipe de recherche ne l'avait prévu. Ces derniers n'ont pas seulement soutenu les réseaux mais les ont influencés par des procédés qu'ils ont utilisés de manière tout à fait naturelle et qu'il fut possible d'observer et de documenter parce que l'équipe de recherche eut une approche participative. Ces informations donnent à voir plus en profondeur les enjeux entourant le développement d'une approche globale et intégrée pour la prévention du phénomène des gangs. Cette dernière, bien qu'elle soit fortement recommandée, n'est pas tellement connue dans son intimité. Aucun ouvrage ne traite apparemment des difficultés spécifiques et des enjeux que pose l'action multisectorielle pour prévenir le phénomène des gangs, des frontières qui habituellement s'installent entre les différentes cultures d'intervention et des négociations qu'impose l'élaboration de plans d'action forçant une redistribution des pouvoirs d'action. Ces zones sont celles qui précisément intéressaient l'équipe de recherche pour mieux comprendre

comment peut s'installer et s'articuler une telle approche, mieux juger des résultats qui peuvent en émerger et mieux figurer également les mécanismes pouvant avoir une influence sur sa pérennité.

C'est donc un regard neuf qui est posé ici sur l'approche globale et intégrée comme moyen de prévenir les gangs, en explorant spécifiquement l'importance et la complexité du rôle des agents de liaison, illustrée notamment par des propos qu'ils ont tenus en entrevue, puis analysée de manière complémentaire à la lumière d'informations venant des champs du développement social et de la sociologie des organisations. Ce croisement entre différentes disciplines permet d'aller un peu plus loin dans l'analyse et la réflexion portant sur le défi de former des réseaux d'action multidisciplinaires, efficaces et solidaires. Il y a pourtant là un élément de solution important, puisque les plus grands experts dans le domaine de la prévention du phénomène des gangs recommandent de prendre des approches globales et intégrées.

Quelques éléments méthodologiques

L'étude de cas est la stratégie méthodologique qui fut employée (Grawitz, 1993). L'analyse, qui est inductive, possède aussi une visée explicative (*grounded theory*) puisqu'elle cherche non seulement à déterminer quelles sont les conditions favorisant la réussite des changements de pratiques d'intervention en matière de gangs de rue, mais s'efforce aussi de comprendre comment ces conditions agissent (liens fonctionnels) sur cette réussite. Cet examen s'exécute de manière itérative en développant progressivement l'explication à partir d'une série d'opérations interreliées auxquelles se greffent progressivement de nouvelles propositions théoriques de plus en plus précises, jusqu'à l'obtention d'un modèle théorique d'évaluation ajusté à la réalité observée (Yin, 1989 et 1993).

Il s'agit là aussi d'une approche globale et intégrée. Les principales composantes de la théorie du problème et de l'action dont l'équipe de recherche a fait la promotion sont les suivants :

1. **Théorie du problème** : Les jeunes découvrent dans les gangs le moyen de combler leurs besoins les plus fondamentaux (protection, appartenance, reconnaissance et valorisation), moyen qu'ils ne trouvent nulle part ailleurs dans leur environnement (famille, école et communauté).
2. **Philosophie guidant l'action** : La prévention des gangs tient à la mise en place des conditions nécessaires pour que les jeunes s'attachent et s'intègrent à leur communauté comme ils s'attachent et s'intègrent aux gangs.

3. Principes directeurs de l'action :

- perspective multistratégique (sensibilisation, opportunités, intervention, mobilisation, répression ; sur un continuum d'intervention) ;
- approche globale ciblant jeunes, écoles, familles, communauté ;
- reconnaissance des forces et de l'autonomie des individus et des collectivités ; et
- développement social.

Les données recueillies pour procéder à cette analyse, toutes qualitatives, proviennent de sources variées :

- procès-verbaux des réunions de travail des comités d'action locale ;
- entrevues semi-dirigées réalisées à chaque année avec des acteurs clés de chacun des groupes : 33 intervenants des milieux institutionnels et communautaires ont participé à ces entrevues à la fin de l'an 1 du projet, 51 à la fin de l'an 2, 28 à la fin de l'an 3, incluant cette fois les agents de liaison, et 29 à la fin de l'an 4, incluant encore une fois les agents de liaison ;
- documents de travail utilisés par les comités ;
- rapports d'activités de l'équipe de recherche ;
- rapports annuels des organismes partenaires ;
- documents d'information, sites Internet sur les partenaires et leurs services ; et
- observations participantes.

L'ensemble du matériel recueilli fut traité de façon convergente en suivant un mode de triangulation. Il fut codifié à partir d'une grille développée à cette fin, utilisée avec une intention de conceptualisation en tentant de relier les différents éléments de données, tout en les confrontant aux éléments du modèle théorique de départ. Tout au long du processus d'analyse, la corroboration qui se base essentiellement sur l'échange d'interprétations entre les membres de l'équipe de recherche (Poupart et al., 1997) fut privilégiée pour le contrôle de la validité interne.

Plus précisément, les extraits présentés ci-après proviennent d'entrevues individuelles, réalisées auprès des agents de liaison, après la deuxième et la troisième année du projet. Ces derniers répondent alors à des questions visant à cerner leur rôle et leur contribution spécifiques. Ces résultats sont complétés à partir des autres sources ayant été analysées, soit les observations sur le terrain des membres de l'équipe de recherche et les entrevues réalisées auprès des autres intervenants ayant été associés à cette démarche qui à la fin du projet ont également été questionnés sur le rôle des agents de liaison.

Résultats

Bien qu'avant toutes choses, les agents de liaison ont été embauchés pour assurer le soutien des comités d'action et pour guider l'équipe de recherche qui voulait s'ajuster à la culture des milieux, rapidement il apparaît que leur premier et plus grand défi se situe à un autre niveau. Il s'agit d'arrimer les intérêts des différents acteurs qui composent les comités d'action. Ce défi pose un certain nombre de difficultés avec lesquelles les agents de liaison composent de manière assez différente.

L'un d'entre eux révèle qu'il doit agir en coulisse, ce qui cependant ne semble pas rendre son travail trop difficile, mais plutôt intéressant :

Au niveau du réseautage, ça moi je m'y applique beaucoup puis je trouve ça le fun, ça je le vois que ce que je fais c'est un travail, pas de coulisse mais, je sais pas trop comment dire, un petit peu de travail souterrain, parler à une, parler à l'autre, je pense qu'il y a une des intervenante qui a dit dans une autre situation un réseautage underground.

Selon les observations de l'équipe de recherche, il est arrivé à maintes reprises que les agents de liaison travaillent sur une base individuelle, en dehors des contextes formels. C'est de cette manière qu'ils ont formé chacun des nouveaux arrivants aux comités pour assurer une certaine conformité et continuité dans la philosophie et les approches. Les agents de liaison ont pu alors constater que certains propos étaient plus faciles à livrer en coulisse, sur une base anonyme. De cette manière, les membres des comités pouvaient faire le point et s'entendre le dire, ce qui parfois aidait même à recadrer ou à réaffirmer l'engagement. Lors de ces rencontres, ces derniers pouvaient exprimer tout ce qu'ils avaient à dire qui n'était pas toujours approprié durant les réunions en grand groupe. Le cas échéant, les agents de liaison pouvaient apporter une information pertinente servant à défaire un nœud ou à résoudre un malentendu. Ou tout simplement, ils étaient mis au courant de certaines inquiétudes. En d'autres mots, cette façon de faire servi à démocratiser la démarche pour s'assurer que chacun se sente respecté et reconnu pour la particularité de la contribution qu'il pouvait apporter.

Pour sa part, un autre agent de liaison, insiste plutôt sur les discussions entre tous les membres du groupe, qui dans le contexte qui le concernait, semblaient être d'une grande importance :

(...) bien sûr, structurer, animer, alimenter les rencontres, les discussions, favoriser l'échange de discussion et d'information entre le monde. Mais si j'avais à me donner un mandat, compte tenu de la dynamique de la localité, ça serait de favoriser une cohésion, puis, au minimum, un consensus là dans... au niveau du plan d'action. Ça serait comme, ouais, l'idéal.

Il semble en effet que les rencontres des comités, celles où tous les partenaires se trouvent réunis, étaient indispensables à l'unité et à la solidarité des groupes. Bien souvent, les membres y découvraient que d'autres partageaient leur point de vue et qu'ils n'étaient pas les seuls à entretenir certaines appréhensions. Dans tous les cas où les comités ont réduit trop radicalement le nombre de leurs réunions, parce qu'elles étaient trop exigeantes, ils y sont revenus par la suite, jugeant rapidement que la démarche perdait de son aplomb et de sa consistance. Le collectif, lorsqu'il fonctionne rondement, permet de dépasser la mise individuelle.

Mais dans la localité C, le consensus entre les acteurs semble avoir été un objectif bien difficile à atteindre. Plus tard dans l'entrevue, l'agent de liaison précise qu'il devait composer avec des visions opposées, évoquant même que des enjeux de pouvoir étaient à considérer :

On a pas un rôle de pouvoir, c'est un rôle de liaison, fait qu'il n'y a pas... ça fait que c'est correct, on va accepter que je puisse émettre mes opinions au même titre que l'ensemble du Comité, les influencer, oui, sûrement, dans le sens de ramener des affaires. Même s'il y a peut-être des organismes qui sont diamétralement opposés quant au type d'intervention préconisé par rapport à Jeunesse et Gangs de rue, moi j'essaie de ramener ça ensemble pareil, dans un continuum d'interventions...

Cette observation rejoint celle de l'agent de liaison de la localité B. Sans affirmer que les membres de son comité se livrent à une guerre des pouvoirs, il évoque à tout le moins une dynamique mettant en jeu des tensions qui demandent à être contrôlées :

Officiellement y'a pas de relations de pouvoir, mais officieusement y'a des tensions. Le pouvoir, pas par rapport au Comité, mais entre organismes le plus (...) mais ils sont amenés à s'accepter mutuellement, ils sont très courtois les uns avec les autres (...) des fois ils ont des visions très différentes aussi, mais ça c'est officiel (...) Mais jusque là ça a pas enrayé le travail du Comité.

Ces premiers extraits illustrent bien la difficulté que posent, dès le début de la démarche, les processus d'appropriation du projet. À qui appartient le projet et doit-il appartenir à quelqu'un ? En fin de compte, quel est donc ce « collectif » regroupé autour du projet *Jeunesse et gangs de rue* et des comités d'action qui se sont mis en place ? Derrière l'objectif de ces groupes d'arriver à une vision commune du phénomène des gangs de rue pour l'élaboration de plans d'action, des individus sont, selon toute vraisemblance, en train de configurer une nouvelle « cartographie » d'influences, de consensus, de désaccords et de négociations, à laquelle se rattachent également d'autres dimensions importantes, dont l'histoire des quartiers et de leur leadership, de même que celle des relations entre les personnes qui composent les comités.

Au fil des discussions servant aux acteurs à se connaître et à se définir, il s'est avéré également que certains sujets ont porté à la controverse. Bien que ces points d'achoppement demandent une énergie accrue pour parvenir à les surmonter, ceux-ci demeurent néanmoins nécessaires pour accéder à quelque chose de nouveau. La résolution des controverses demande donc de créer des espaces de médiation, ce que firent les agents de liaison en animant les rencontres ainsi que les autres processus de la démarche de telle sorte que chacun puisse exprimer son point de vue. Parfois, ils pouvaient même discerner des problèmes latents et provoquer la controverse afin qu'elle soit traitée en grand groupe, et de cette manière rétablir la transparence au sein du collectif. Ils jouaient alors le rôle d'arbitre.

Dans le cas de la localité B, il fallut par exemple vingt réunions du comité d'action, s'étalant sur 36 mois de travail pour atteindre un premier niveau de consensus entre les acteurs. Celui-ci conduisit à la conception d'un cadre de référence, s'agissant d'un passage obligé avant de pouvoir passer à l'action. Plusieurs enjeux ont d'abord dû être dénoués avant de pouvoir procéder. Des interventions passées avaient causé de nombreuses tensions au sein de la concertation locale, et en conséquence la communauté avait cessé, depuis de nombreuses années, de chercher des solutions au problème des gangs de rue. L'intervention auprès de ces groupes avait alors été placée sous l'entière responsabilité des policiers. Avec l'arrivée du projet qui remettait le sujet des gangs de rue à l'ordre du jour, il est devenu indispensable que ces points de tension soient examinés à nouveau. Dans un milieu habitué à réagir contre les gangs plutôt que d'y faire face par d'autres moyens, le processus d'appropriation du nouveau modèle proposé (une approche globale et intégrée) a conduit les membres du comité à renégocier leur position et leur pouvoir respectif sur l'échiquier de la concertation. C'est pourquoi une entente claire devait d'abord être établie entre eux, formalisée dans un cadre de référence, qui d'ailleurs fit

l'objet d'une importante diffusion dans le quartier. Cet exercice permis de rallier de nouveaux partenaires, dont la municipalité qui aujourd'hui donne un financement stable à nouveau projet, appelé l'Animation du milieu urbain, qui ne cesse d'interpeller de nouveaux alliés.

Mais dans le processus ayant conduit à l'élaboration du cadre de référence de la localité B, la médiation fut d'une telle importance dans le rôle de l'agent de liaison, que celui-ci juge qu'il lui aurait été profitable d'avoir une certaine expertise dans le domaine :

Il y a des nœuds qui coïncent. Actuellement il y a des nœuds qui se dénouent, mais il y aurait peut-être eu des procédures meilleures à un moment donné que j'aurais pu utiliser pour dénouer des choses. Je suis très à l'écoute, je connais les conflits, je connais les difficultés historiques qui se sont installées. Est-ce que j'ai pris le temps qu'il fallait ? Est-ce que j'ai l'expertise qu'il fallait ? Je pense qu'il y a quelque chose, là, qui m'a manqué, qui me manque. Quoique peut-être l'histoire va dire que c'était mieux comme ça et puis que les nœuds vont se défaire, j'en suis consciente... C'est là que je ne suis pas sûre. C'est la connaissance peut-être d'une pédagogie peut-être, je ne sais pas comment on peut appeler ça. Une approche ? Une approche stratégique ? Une connaissance peut-être au niveau des relations ?

Puis au moment de la mise en action, les agents de liaison ont dû se faire relationnistes. Les membres des réseaux porteurs avaient alors besoin de regrouper toutes les ressources pertinentes qui pourraient les aider à réaliser leur plan d'action. À ce moment, les agents de liaison ont joué un rôle majeur s'exerçant à l'extérieur des comités. Ils l'ont fait en plongeant dans la concertation locale pour faire connaître les travaux et les orientations de leur comité, tout en récoltant en retour l'information nécessaire pour que leur plan d'action soit bien ancré dans la communauté, qu'il s'arrime solidement aux courants, aux opportunités et aux ressources ambiantes. Cette façon de faire permis aux comités de gagner une crédibilité dans leur communauté, non seulement parce qu'on leur reconnaissait une expertise en matière de gangs, mais parce que les moyens qu'ils prenaient pour négocier leur place et leur pouvoir d'action étaient respectueux. Cette façon de faire leur aura valu l'appui de leur communauté ainsi que l'attribution des ressources supplémentaires dont ils avaient besoin. L'agent de liaison de la localité B exprime bien dans ces deux extraits toute l'importance de son rôle à cette étape :

Le fait d'avoir été agente de liaison, le fait d'être sur plusieurs tables de concertation, ça m'amène à être en relation fréquente avec les organismes qui vont même m'appeler pour des références... Souvent ce n'est même pas moi qui fait la première démarche, ils vont m'appeler pour des références, ils vont m'appeler pour me dire : « tu sais on a dit ça dans la réunion, je pense qu'il va falloir s'assurer qu'il y aura un suivi là... » Un organisme avait embauché deux animateurs pour son organisme et m'a demandé de venir leur expliquer la concertation de Montréal-Nord. Je suis devenue comme une ressource, une personne ressource qui est disponible au fond, qui n'est pas non plus, ... Il n'y a aucune crainte par rapport à ce que je peux faire qui pourrait nuire à qui que ce soit.

(...) le fait d'être agente de liaison ça me met dans une situation où je suis en contact avec tout le monde et j'ai une conscience de la réalité du milieu peut-être plus importante qui m'amène à être capable de développer des projets. Si j'avais été juste parent du Comité de parents, ..., je n'aurais pas eu les moyens de développer ce projet-là parce que je n'aurais pas su qui, comment, qui mettre en lien, comment faire tout ça.

C'est en s'appuyant sur ces processus que prit forme le projet *l'Animation du milieu urbain*, tel que mentionné précédemment. Ce projet répond au fait que de plus en plus de jeunes du quartier fréquentent désormais la rue, les parcs et autres endroits publics, n'ayant nulle part ailleurs où aller pour socialiser et se divertir. Pour éviter que la situation ne se détériore davantage, et parce que celle-ci est propice à la formation de gangs, il est apparu capital pour la communauté que des intervenants animent ces lieux, y assurent une présence, recréent d'une certaine façon ce que les jeunes peuvent retrouver dans les maisons de jeunes (activités sportives, culturelles et ludiques), mais à ciel ouvert. Pour son fonctionnement, le projet *Animation du milieu urbain* s'appuie sur la mobilisation de l'ensemble des ressources du milieu pour aller vers les jeunes, là où ils se trouvent, et pour qu'ils disposent gratuitement d'un maximum de lieux et d'activités en dehors des heures de classe.

En 2004, le projet mettait en scène les intervenants de trois maisons de jeunes, du service de police, de la municipalité, de deux écoles secondaires, de deux centres pour jeunes raccrocheurs et de deux entreprises d'économie sociale qui, ensemble, ont réussi à joindre 7 922 jeunes qui ont participé à des activités régulières et ponctuelles (événements spéciaux). En 2005, 9 631 jeunes se sont inscrits à des activités régulières et 1 404, à des activités ponctuelles (Hamel, Cousineau, & Vézina, 2006). En 2006, le projet était mis en candidature pour recevoir le prix d'excellence du Réseau québécois de Villes et Villages en

santé qui se consacre aux projets de développement durable. Ceci indique que le projet initial est resté fidèle aux principes de son modèle de départ et que le réseau qui le porte se consolide et s'allonge constamment.

En 2007, le réseau porteur fera l'expérimentation d'un nouveau projet dont l'objectif est de consolider et d'activer un réseau sociocommunitaire d'accompagnement direct et engagé auprès de jeunes en processus de désaffiliation des gangs de rue. C'est donc de manière graduelle que les membres du réseau d'action se rapprochent du phénomène des gangs. D'abord ils se sont occupés de leur propre réseau, puis des jeunes en général, des jeunes à risque ainsi que des jeunes victimes, pour finalement s'adresser aux jeunes criminalisés. Une approche globale et intégrée se met donc en forme où chaque nouvelle cible s'emboîte en quelque sorte dans la précédente, un peu à la manière de poupées russes : tout en prévoyant des objectifs qui lui sont particuliers, ceux qui ont été définis pour les autres cibles sous-jacentes lui sont tout autant utiles et fondamentaux.

Discussion

Au cœur de cette démarche, les agents de liaison ont joué un rôle important, s'agissant essentiellement de créer des liens. Pour commencer, leur travail se concentre à l'intérieur des comités qu'ils animent, des réseaux émergents qui demandent à être encadrés. Les liens de confiance et d'interdépendance entre les membres s'installent au prix de discussions et de négociations difficiles qui apparemment trouvent issue dans des compromis qui également sont obtenus grâce au travail des agents de liaison. Ces derniers jouent alors le rôle d'arbitre et de médiateur. Puis lorsque ces réseaux se consolident autour de philosophies et de plans d'action communs, le rôle des agents de liaison est alors de leur trouver de nouveaux alliés qui leur permettront de mettre en opération les plans d'action qu'ils ont conçus. Une fois de plus, les agents de liaison tissent des liens qui d'ailleurs demandent à être soigneusement entretenus tout au long de la démarche.

L'analyse du rôle des agents de liaison montre aussi de façon fort révélatrice que le développement d'une approche globale et intégrée ne va pas de soi. En cela, cette recherche confirme tout à fait la position de Spergel, Wa et Sosa (2006). Toutefois, l'analyse des processus qui la caractérise permet de mieux situer le défi que pose le développement d'une approche globale et intégrée, qui manifestement dépasse les questions technique et mécanique de la coordination et de l'intégration des stratégies d'intervention. Selon toute vraisemblance, le développement d'une approche globale et intégrée fait appel à d'autres enjeux

fondamentaux, à commencer par celui de la reconnaissance des acteurs qui composent les réseaux porteurs. En effet, il semble que le plus important, et sans doute le plus difficile, reste que les stratégies à intégrer soient considérées à juste titre comme ayant une importance équivalente sur le continuum de l'intervention, ce qui bien entendu vaut aussi pour les acteurs et les organismes qui les mettent en œuvre.

Par conséquent, l'animation d'une telle entreprise doit être sensible aux inégalités possibles entre les acteurs et leur pouvoir d'action, d'autant plus que celle-ci doit conduire à de profonds changements (l'intégration et l'incorporation des stratégies) qui forcément sont de nature à provoquer des résistances. Règle générale, les conflits qui surgissent au sein de telles coalitions ne sont que le reflet de ceux que l'on retrouve dans la communauté élargie et ces coalitions ne pourraient causer aucun changement dans l'environnement sans d'abord faire face à leurs propres divergences (Chavis, 2001). Celles qui parviennent à les résoudre deviendraient en principe plus fortes qu'elles ne l'étaient avant. Les intérêts et les pouvoirs divergents qui au départ ont pour effet de générer des tensions deviendraient en retour responsables, une fois que l'on parvient à établir de nouvelles ententes, d'une force accrue qui transporte les nouveaux groupes d'acteurs. Les coalitions peuvent avoir un tel effet d'entraînement que certains estiment qu'elles servent de véhicules à l'autonomisation (empowerment) des communautés. Non seulement ces coalitions sont des lieux propices à la résolution de conflits qui empêchent les communautés d'avancer et de se prendre en main, mais également des endroits d'où émergent des procédés et des techniques appropriés servant à l'implantation de projets sociaux novateurs (Chavis, 2001).

Ainsi, les résistances, les conflits, de même que les processus conduisant à leur résolution feraient partie intégrante du développement des approches novatrices, dont font partie sans conteste les approches globales et intégrées. Les résultats présentés ci-haut le confirment sans équivoque. Pour les experts œuvrant dans le champ du développement des communautés, cette dynamique n'a rien d'inhabituel. La gestion des convergences et des divergences constitue en effet une stratégie d'organisation communautaire bien connue (Chaskin, Brown, Venkatesh, & Vidal, 2001). Il y aurait lieu, selon les situations, de ne mettre l'emphase que sur les conflits ou que sur le consensus. Ceci dépend des résistances que soulèvent les efforts de changement qui sont demandés aux intervenants. Par exemple, les stratégies centrées sur le consensus tentent de contribuer au changement en recourant au respect mutuel, faisant que les tactiques qui sont le plus souvent utilisées sont de l'ordre de l'organisation, de la coordination et de la mise en réseau.

On identifie les opportunités à travailler ensemble et de cette façon on cultive les bénéfices mutuels. Cette approche correspond tout à fait au rôle que les agents de liaison se sont donnés spontanément.

Plus fondamentalement encore, les agents de liaison ont joué un rôle crucial au plan de la communication et selon Cottrel (1976), cette dimension contribue au développement des communautés compétentes qu'il définit comme celles étant capables 1) de collaborer de manière efficace dans les processus conduisant à l'identification des problèmes et des besoins qui les concernent, 2) de s'entendre par consensus à propos d'objectifs à atteindre, 3) de s'entendre également sur les façons et les moyens à prendre pour y arriver et 4) de collaborer de manière efficace au moment venu de passer à l'action. Ces communautés compétentes, capables de s'articuler et de s'influencer, trouveraient leurs assises au sein d'une communication signifiante. Cette communication n'est pas celle qui se contente d'émettre et de recevoir des messages, mais celle où le diffuseur tient compte de la position et du rôle de celui qui reçoit le message. En d'autres mots, la communication se fait, en tenant compte du langage et de l'univers de l'autre dans l'intérêt d'être le mieux compris que possible, tout en anticipant comment l'autre pourrait répondre. Cette façon de faire prend pour acquis que la communication comprend une quantité d'erreurs d'interprétation qui peuvent miner considérablement les relations si ces erreurs ne sont pas corrigées au fur et à mesure qu'elles se présentent. Les communautés compétentes sont donc celles qui véritablement apprennent à parler le même langage, par accumulation de sens communs. Ces communautés équilibrées auraient trouvé le moyen d'établir un certain nombre d'accommodements permettant aux antagonistes de trouver la paix pour pouvoir ainsi continuer leurs opérations.

Ceci rejoint en tous points les propos de Callon (1999) qui pour sa part œuvre dans le champ de la sociologie des organisations et s'intéresse au développement des innovations techniques et sociales. Celui-ci prétend que :

L'innovation est par définition un phénomène émergent au cours duquel se mettent progressivement en place des interactions liant des agents, des savoir et des biens, qui étaient auparavant non connectés et qui sont pris peu à peu dans un faisceau d'interdépendances : le réseau, considéré dans sa dimension formelle, est un puissant outil pour suivre la mise en place de ces connexions et pour décrire les formes qu'elles prennent. Mais ce qui caractérise l'innovation c'est qu'elle consiste également en une alchimie qui combine des ingrédients hétérogènes : elle traverse les institutions tissant des relations compliquées et inattendues entre des sphères d'activité différentes jouant à la fois sur les

relations interpersonnelles, sur le marché, sur le droit, sur la science et la technologie. (Callon, 1999, p. 14)

Ceci revient à dire que la solidité technique d'un programme ne suffit pas à garantir qu'il puisse s'implanter dans un milieu donné. La qualité d'un programme dépend aussi du réseau qui l'accueille renfermant des relais, des traducteurs ainsi que des médiateurs qui, en poursuivant leurs propres intérêts, consacrent beaucoup d'énergie à intégrer, à adapter et à créer des compatibilités. Ce sont donc les déplacements, les efforts, les investissements, les adaptations que le programme implique et que ces concepteur doivent tolérer également qui contribuent à fabriquer les équivalences, à tracer le réseau, à dessiner les relations et les interactions qui sont les seules à pouvoir donner vie au programme, à le rendre utile et fonctionnel.

Conclusion

Devant ces considérations, on peut comprendre qu'il soit si difficile *d'implanter* un programme dans une communauté, sachant que l'implantation renvoie généralement à des techniques de dissémination traditionnelles qui sont encore fort répandues. Celles-ci ne rendent pas l'information accessible à tous et ne permettent pas non plus aux communautés locales de trouver ce qui leur convient le mieux et qui pourrait les aider, sans compter que règle générale, elles ne s'intéressent pas tellement à connaître les communautés et à contribuer leur développement (Chinman et al., 2005). Dans cette logique, les communautés seraient conçues et investies strictement comme des lieux d'expérimentation sans considérer qu'elles sont des organismes vivants constitués de relations humaines fort complexes. Ou encore, lorsque l'on reconnaît cette dimension au sein des communautés, celle-ci est vue bien souvent comme un obstacle majeur, ne pouvant que contribuer au ralentissement des opérations. Cela est possible en effet : « introduction of structured programs and bureaucratic procedures in the absence of social solidarity is likely to produce indifference, suspicion or out right hostility » (tel que cité par Podoleksy, 1985 dans Kelly, Caputo, & Jamieson, 2005, p. 33).

Par contre, en abordant les choses autrement, il est possible également que la dimension humaine et sociale devienne responsable du déploiement d'un programme, de son extension et de sa consolidation. À l'évidence cette dimension est fondamentale et tout aussi importante que la dimension technique (mécanismes de coordination des services) que l'on associe pour naturellement au développement des approches globales intégrées et c'est pourquoi, celle-ci doit être supportée par des moyens concrets. Dans le cadre

de *Jeunesse et gangs de rue*, ce sont des agents de liaison qui ont assumé cette fonction. C'est pourquoi nous recommandons que le statut et le rôle de l'agent de liaison soit reconnu et formalisé, comme condition de base essentielle à la réalisation du tout projet visant à prévenir les gangs par une approche globale et intégrée.

Bibliographie

- Ball, R.A., & Curry, G.D. (1995). The logic of definition in criminology: Purposes and methods for defining "gangs". *Criminology*, 33 (2), 225-245.
- Barbeau, D. (2005, 15 décembre). *Actualité gang de rue : bilan des projets du SPVM (2005)*. Montréal : Service de police de la Ville de Montréal.
- Callon, M. (1999). *Réseau et coordination*. Paris : Economica.
- Chaskin, R.J., Brown, P., Venkatesh, S., & Vidal, A. (2001). *Building community capacity*. New-York: Aldine de Gruyter.
- Chavis, D.M. (2000). *Mobilizing community capacity building*. Présentation au Laboratoire de recherche en écologie humaine et sociale, Université du Québec à Montréal, 28 avril 2000.
- Chavis, D.M. (2001). The paradoxes and promises of community coalitions. *American Journal of Community Psychology*, 29 (2), 309-320.
- Chettleburgh, M.C. (2002). *Résultats de l'enquête policière canadienne sur les gangs de jeune de 2002*. Ottawa : Rapport présenté au Solliciteur général du Canada.
- Chinman, M., Hannah, G., Wandersman, A., Ebener, P., Hunter, S.B., Imm, P., & Sheldon, J. (2005). Developing a community science research agenda for building community capacity for effective prevention interventions. *American Journal of Community Psychology*, 35 (3/4), 143-157.
- Coolbaugh, K., & Hansel, C.J. (2000). *The comprehensive strategy: Lessons learned from pilot sites*. Washington, D.C.: U.S. Department of Justice, Office of Justice Programs, Office of Juvenile Justice and Delinquency Prevention.

- Cottrel, L.S. (1976). Competent community. Dans B.H. Kaplan, R.N. Wilson, & A.H. Leighton (sous la dir.), *Further explorations in social psychiatry*. New-York: Basis Books, Inc., Publishers.
- Covey, H.C., Menard, S., & Franzese, R.J. (1997). *Juvenile gangs* (2nd ed.). Springfield, IL: Charles C. Thomas.
- Curry, G.D., & Decker, S.H. (2003). *Confronting gangs: Crime and community* (2nd ed). Los Angeles, CA: Roxbury.
- Decker, S.H., & Van Winkle, B. (1996). *Life in the gang: Family, friends, and violence*. New York, NY: Cambridge University Press.
- Esbensen, F., Winfree, L.T.Jr., He, N., & Taylor, T.J. (2001). Youth gangs and definitional issues: When is a gang a gang, and why does it matter. *Crime and Delinquency*, 47, 105-130.
- Grawitz, M. (1993). *Méthodes des sciences sociales*. Paris : Dalloz.
- Hamel, S., Cousineau, M-M., & Vézina, M. (2006). *Jeunesse et gangs de rue : évaluation d'un projet d'action intersectorielle pour la prévention du phénomène des gangs*. Montréal : Institut de recherche pour le développement social des jeunes, pour le Centre national pour la prévention du crime.
- Hamel, S., Cousineau, M-M., Vézina, M., et Léveillé, S. (2006). *Guide d'action intersectorielle pour la prévention du phénomène des gangs*. Montréal : Institut de recherche pour le développement social des jeunes, pour le Centre national pour la prévention du crime.
- Hastings, R. (1998). La prévention du crime par le développement social : une stratégie à la recherche d'une synthèse. *Criminologie*, 31, 109-123.
- Hawkins, D.J., & Catalano, R.F. (1992). *Communities that care: Action for drug abuse prevention*. San Francisco: Jossey-Bass Publishers.
- Hébert, J., Hamel, S., & Savoie, G.J. (1997). *Jeunesse et gangs de rue, phase I : revue de la littérature*. Montréal : Centres jeunesse de Montréal et Institut de recherche sur le développement social des jeunes.

- Howell, C. (1996). Youth gangs: An overview. *Juvenile Justice Bulletin*. Washington, D.C.: U.S. Department of Justice, Office of Justice Programs, Office of Juvenile Justice and Delinquency Prevention.
- Kelly, K., Caputo, T., & Jamieson, W. (2005). Reconsidering sustainability: Some implications for community-based crime prevention. *Critical Social Policy*, 25 (3), 306-324.
- Klein, M.W. (1995). *The American street gang*. New York, NY: Oxford University Press.
- Petersen, R.D. (2004). *Understanding contemporary gangs in America: An interdisciplinary approach*. New Jersey, NJ: Prentice Hall.
- Poupart, J., Deslauriers, J.-P., Groulx, L.-H., Laperrière, A., Mayer, R., & Pires, A. (1997). *La recherche qualitative : enjeux épistémologiques et méthodologiques*. Montréal : Gaëtan Morin.
- Service de police de la Ville de Montréal. (2005). *Plan d'action corporatif 2005 du SPVM*. 3 décembre 2004. Montréal : Document interne.
- Service canadien de renseignements criminels. (2006). *Rapport annuel sur le crime organisé au Canada*. Ottawa : Document de consultation du gouvernement du Canada.
- Shelden, R.G., Tracy, S.K., & Brown, W.B. (2001). *Youth gangs in American society*. Belmont, CA: Wadsworth.
- Sohng, S.S.L. (1995). *Participatory research and community organizing*. Working paper presented at The New Social Movement and Community Organizing Conference. Seattle: University of Washington.
- Soulliere, N. (1998). *Youths and gangs: Various views, random and varied strategies*. Ottawa: Research Centre Canadian Police College.
- Spergel, I.A. (1995). *The youth gang problem: A community approach*. New York: Oxford University Press.

- Spergel, I.A., & Grossman, S.F. (1998). The little village project: A community approach to the gang problem. Dans P.I. Ewalt, E.M. Freeman & D.L. Poole (sous la dir.), *Community building* (pp. 130-148). Washington D.C.: National Association of Social Workers.
- Spergel, I.A., Wa, K.M., & Sosa, R.V. (2006). The comprehensive, community-wide gang problem program model: Success and failure. Dans J.F. Short & L.A. Hugues (sous la dir.), *Studying youth gangs* (pp. 203-224). Toronto: AltaMira Press.
- Yin, R.K. (1989). *Case study research: Design and methods*. Newbury Park: Sage Publications.
- Yin, R.K. (1993). *Applications of case study research*. Newbury Park: Sage Publications.